

rémunère bien le travail investi. Donner en exemple les Kirdi du Cameroun septentrional, qui se nourrissent sans intrants extérieurs à 300 au km², aux ruraux du Burkina moins nombreux qui n'y arrivent pas dans des conditions similaires, n'a pas grand sens. La prudence écologique dans l'exploitation des ressources n'est pas l'apanage obligé des ruraux.

Enfin, les résultats indiens ne doivent rien à l'expansion des cultures non vivrières comme le coton dont on se plaît en Afrique noire à souligner les retombées positives sur le vivrier (Togo par exemple). De plus, l'État indien a conduit une politique tarifaire favorable aux producteurs, déconnectée du marché mondial et combinée à une recherche de la sécu-

rité alimentaire par la mise en place de stocks de réserve et le subventionnement des aliments de base.

C'est ce qu'ont pu observer les responsables africains conviés par leurs collègues indiens à échanger leurs expériences sous l'égide du Conseil mondial de l'alimentation. On est donc étonné de voir les thuriféraires de l'expérience indienne préconiser pour les économies africaines l'abandon de certaines fonctions étatiques de régulation au profit du « privé »(?), le soutien aux cultures commerciales pour élever la production vivrière et le refus d'une certaine protection pour développer la production nationale. Mais faut-il les lire naïvement au premier degré ?

Georges Courade

Éthiopie, du bon usage de la famine ★

MÉDECINS sans frontières (MSF) est une organisation non gouvernementale (ONG) qui a déjà cherché plusieurs fois à faire parler d'elle en organisant, par exemple, avec sa Fondation *Liberté sans frontières*, en janvier 1985, un colloque au Palais du Luxembourg à Paris, colloque qui avait attaqué sans ménagements le « tiers-mondisme ». Bien que notre revue ait été plu-

sieurs fois sollicitée pour parler de ces actions, il nous était apparu que nous n'étions pas assez informés pour porter un jugement et rendre publiques les réflexions qui étaient les nôtres : favorables au premier abord aux interrogations pertinentes de certains des porte-parole de MSF, nous ne pouvions en partager ni les manières trop simplistes de poser le problème des responsabilités du sous-développement, ni les conclusions. Personnellement, je me posais depuis deux ans la question : mais pour qui « roule » MSF ? Avec

* F. Jean, *Éthiopie, du bon usage de la famine*, Paris, Médecins sans frontières, 1986, 102 p.

l'ouvrage de F. Jean, une réponse commence à transparaître.

L'objet de cette étude est de reconstituer l'histoire de l'aide alimentaire en Éthiopie durant les années 1984-1986, en vue de tirer la morale de son détournement vers des opérations de déplacements forcés de populations. Manifestement destiné à un assez large public français, l'ouvrage n'a pas un objectif de type scientifique car il n'apporte pas d'informations nouvelles par rapport à ce que livraient les médias à la même époque, ne présente pas un argumentaire fouillé, et les citations sont trop allusives ou trop imprécises pour qu'on puisse soumettre le texte aux méthodes de la critique documentaire. Son objectif ne paraît pas non plus directement politique, bien que le docteur Malhuret ait été, depuis son rapport de décembre 1985 (exploité ici) sur *Les déportations de masse en Éthiopie*, nommé secrétaire d'État aux Droits de l'Homme. Des phrases telles que « il est des cas toutefois où l'abstention confine à la complicité » (p. 74) devraient conduire à une grande prudence dans l'exploitation politique, au moins tant que l'opinion publique gardera en mémoire la mollesse des réactions du secrétaire d'État lors de l'expulsion par voie aérienne de travailleurs maliens...

Reste alors l'option « médiatique ». La brièveté du texte, les caractères typographiques, la rédaction soignée des titres et l'insertion de cartes géographiques « parlantes » (mais sans échelle) illustrent le choix d'un style que je qualifierais comme « le poids des mots et le choc des cartes », à défaut des photos. A l'évidence, il s'agit de vulgariser, avec une grande

qualité formelle, un certain « message ». Mais lequel ?

La principale idée qui traverse l'ouvrage est que MSF a eu raison avant et contre tous les autres, qu'il s'agisse des associations caritatives, des gouvernements occidentaux ou des organismes internationaux. Mais, pour savoir pourquoi, il faut se tourner vers d'autres sources d'information et, personnellement, je me suis souvenu d'un article du docteur Rony Brauman, président de MSF et de *Liberté sans frontières*, article paru sous le titre « Bonnes pensées et mauvais procès » dans *La Croix* des 28-29 avril 1985, p. 10. J'avais déjà songé à l'époque à le commenter sous le titre « Bons procès et mauvaises pensées ». Le docteur Brauman y présente en effet les médecins de MSF comme « des témoins engagés, aux premières loges pour observer les difficultés du développement... [ayant] la volonté de poser un regard à la fois lucide et fraternel sur ses différentes modalités » et dans l'objectif de « renouer avec une approche pragmatique, non idéologique des problèmes des pays pauvres ». Le docteur Brauman étant l'expéditeur de l'ouvrage de F. Jean, il m'a semblé qu'on pouvait appliquer aux conclusions de ce dernier les explications de son président. Il apparaît alors que, sous le couvert de l'observation directe et de la pratique du « terrain » (auquel on peut tout faire dire comme le savent les anthropologues), les adhérents de MSF se transforment en redresseurs de torts, voire en « Zorros des ONG » : aussi habiles à manier le scalpel sous les bombes qu'à juger d'une réforme agro-foncière à la place des experts de la FAO, ou qu'à évaluer l'impact de l'option socialiste dans

l'économie à la place de la Banque mondiale.

Sans faire totalement confiance aux experts internationaux ou aux « spécialistes », il m'a semblé à Addis-Abeba, en septembre dernier, que certains problèmes, en matière d'érosion par exemple, avaient des causes plus complexes, et que si la question éthiopienne provoque, comme l'indique R. Brauman, « une grande confusion et de vives controverses », le sujet demande une approche moins manichéenne.

Ne voulant pas ignorer la gravité des faits incriminés, *Politique africaine* a accordé à cet ouvrage une place exceptionnellement importante. Mais notre revue souhaiterait disposer d'approches plurielles et vécues du drame éthiopien, et offrira l'hospitalité de ses colonnes aux contributions qui nous seront proposées dans cet esprit.

Étienne Le Roy

Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*

1 985 aura été l'année d'une nouvelle guerre pichrocoline entre « tiers-mondistes » et « anti-tiers-mondistes » ! La *Fondation Liberté sans frontières* (LSF) a su fédérer ces derniers et les doter de ce que Madeleine Rebérioux a appelé « un nouveau prêt-à-porter idéologique ».

Entre deux « furieuses batailles », LSF s'est préoccupée de respectabilité scientifique, mobilisant les voix les plus autorisées et les signatures les plus prestigieuses pour « faire avancer la réflexion sur les difficiles problèmes du sous-développement ». Le résultat n'est guère convaincant : ni les analyses ni les propositions n'affichent une extrême originalité. Le propos de base est simple : l'Afri-

que noire est à la traîne ; ses greniers sont vides quand ceux d'Asie sont pleins. Toutes les catégories d'explication, y compris les plus douteuses, sont passées en revue pour tenter d'expliquer une dégradation générale et continue de la capacité productive africaine. L'inaptitude à l'innovation du « paysan sahélien » n'emporte pas plus la conviction que le diagnostic d'incompétence porté sur les cadres africains...

Certains auteurs tentent bien d'aller au-delà de ces caricatures en se demandant par exemple si « grenier plein » signifie nécessairement « ventre plein », ou si l'auto-suffisance alimentaire ne masque pas, dans bien des cas, de profondes inégalités de répartition à l'intérieur d'un pays. Toutes les contributions sont cependant utilisées dans le sens d'un propos d'ensemble qui s'apparente au pro-

* S. Brunel (études coordonnées par), *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins*, Paris, Économica, 1986, 192 p.